

## LE FORUM ALGÉRIE-UE SUR L'ÉNERGIE SE TIENDRA LE 24 MAI À ALGER

## L'Algérie veut plus d'investisseurs européens dans son amont pétrolier

**Le forum Algérie-UE sur l'énergie se tiendra le 24 mai prochain à Alger, et abordera particulièrement l'attractivité du domaine minier national. «Nous voulons plus d'investisseurs européens dans l'amont pétrolier», a déclaré jeudi le directeur général des hydrocarbures au ministère de l'Energie, Mustapha Hanifi, lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce de la tenue de ce forum.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Outre d'investir dans l'amont pétrolier algérien, les investisseurs européens, dont une centaine ont confirmé leur participation au Forum d'Alger, il sera question de développer des projets dans le domaine du renouvelable avec comme priorité, la fabrication locale de tous les équipements, a ajouté le responsable qui insiste sur le fait que le forum sera en premier lieu un espace pour «faire du business».

De son côté, Badache Abdelaâli, directeur de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg), a lancé un clin d'œil aux investisseurs européens en soulignant que l'Algérie constituait un marché important, «stable» et «sécurisé» et qui cherche à développer des partenariats énergétiques dans le cadre de la diversification de son économie, entreprise susceptible de l'aider à «sortir un tant soit peu de la dépendance aux hydrocarbures».

Présent à cette conférence de presse, Marek Skolil, ambassadeur-chef de délégation de l'UE, a indiqué que le forum n'est pas un symposium mais un business forum dont l'objectif est de mettre en relation les entreprises des deux côtés. Interrogé si la partie européenne comptait interpellier son homologue algérienne quant à revoir les contrats d'approvisionnement, le diplomate européen a expliqué que ce n'est pas l'UE qui demande de revoir les contrats d'approvisionnement en gaz. «Il y a des entreprises européennes et chacune d'elles a des points précis transmis au parte-

naire algérien, il en est de même pour les entreprises algériennes. C'est un processus circulaire qui ne se limite pas seulement à deux acteurs mais au moins à quatre acteurs, en l'occurrence les entreprises des deux côtés et les gouvernements», a souligné M. Skolil, qui estime que l'Algérie restera un important fournisseur pour l'UE, «et c'est en cela, dit-il, que réside l'intérêt stratégique dans le dialogue entre les deux parties». «Même si la compétition fait rage dans le domaine des approvisionnements dans les produits énergétiques, ce qui ne change pas, c'est la géographie et ce sont aussi les intérêts géo-

politiques», a-t-il fait savoir.

Pour le représentant de l'UE à Alger, le forum des affaires Algérie-UE sera un moment très fort et «non pas une fin en soi car (il) devrait avant tout permettre un "rapport d'étape" pour voir comment nous avons avancé dans le dialogue bilatéral, et surtout, mettre en contact les entreprises algériennes et européennes dans le cadre de rencontres B to B, de sorte à voir ce qu'il y a lieu de consolider dans nos échanges».

Dans le cadre du dialogue bilatéral, toutes les questions sont mises sur la table sans tabou, assure le diplomate européen. «Autant les entreprises européennes soulèvent des questions qui les concernent autant les Algériens soulèvent des préoccupations très concrètes mais aussi stratégiques qui portent sur l'avenir de notre coopération. Les questions sont posées sans tabou. Reste que l'objectif n'est



Marek Skolil, ambassadeur-chef de la Délégation de l'UE.

pas seulement de poser des questions mais avancer, même si cela prend du temps dès lors qu'il s'agit de défendre des intérêts des deux parties, entreprises et gouvernements. En ce qui nous concerne, nous soutenons la demande algérienne pour nouer

des partenariats, nous nous attachons à cette vision qui dépasserait une relation construite seulement sur les échanges commerciaux. Nous voulons faire plus et c'est aussi l'objet de ce forum», a-t-il déclaré.

Y. D.

## REFUS DES PAYS DU GOLFE DES PRODUITS AGRICOLES ALGÉRIENS

## Ferroukhi dément tout «alibi politique»

**Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dément tout refus politique des pays du Golfe des produits agricoles algériens.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Sid-Ahmed Ferroukhi qui était interpellé à ce sujet, avant-hier jeudi, en marge d'une séance de questions orales à l'APN, a tenu à préciser que ces opérations d'exportation étaient purement «économiques» et qu'elles obéissaient, de ce fait, à bien de facteurs dont, a-t-il cité, ceux liés à la conjoncture ou encore ceux d'ordre logistique, liés notamment aux volumes des exportations.

Pour le ministre, le secteur «ne connaît pas de problèmes, ni de disponibilité, ni de qualité», soutenant, dans ce sens, l'augmen-

tation des quantités de pomme de terre exportées depuis peu.

Ferroukhi a rassuré, par ailleurs, quant à la disponibilité des produits agricoles durant le tout prochain mois de Ramadhan. «Toutes les mesures réglementaires en vue d'assurer la disponibilité des produits agricoles sur les marchés durant le mois de Ramadhan ont été prises, estimant dans ce sens, que «la situation est maîtrisée». Ainsi, «l'on est actuellement en phase de régulations de l'ensemble des filières afin qu'elles soient à la hauteur durant ce mois».

Peu avant et répondant à un député, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dira que la production halieutique en Algérie doit tenir compte de la préservation de la richesse halieutique en Méditerranée, en baisse ces dernières

années. Et à Ferroukhi de préciser que les parties concernées ne peuvent pas «toucher aux réserves halieutiques dans le but d'augmenter la production», sachant que les données scientifiques dictent de ne pas pêcher plus de 40% des réserves par an pour préserver la richesse halieutique en Méditerranée. Et d'expliquer, fort-à-propos, la frénésie qui s'est emparée des prix de la sardine, qu'il a imputée au sacro-saint principe de l'offre et de la demande comme du reste, c'est le cas pour tous les autres produits.

Une équation difficile à résoudre tant le déficit est de l'ordre de 80 000 tonnes annuellement puisque la demande est estimée à 180 000 tonnes/an, une production ne dépassant pas 100 000 tonnes/an, selon les dernières études du secteur.

M. K.

## ALGÉRIE TÉLÉCOM

## Le Conseil d'administration limoge Azouaou Mehmel

**Le P-dg d'Algérie Télécom, Azouaou Mehmel, a été remplacé jeudi dernier par un intérimaire. Aucune explication motivant la décision n'a été fournie par le ministère de tutelle. Elle aurait pour toile de fond un différend avec la ministre Imane Houda Feraoun nourri plutôt par les ambitions ministérielles de Mehmel.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Le Conseil d'administration d'Algérie Télécom que préside la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication Imane Houda Feraoun, a limogé jeudi dernier le P-dg de l'entreprise Algérie Télécom Azouaou Mehmel. La communication officielle n'a pas expliqué ce limogeage au moment où l'entreprise réalise une croissance soutenue et un vaste déploiement aussi

bien en Algérie qu'à l'étranger. Azouaou Mehmel qui manage l'entreprise depuis 2012 ne s'est pas exprimé sur le sujet non plus. Il a appris la décision alors qu'il était en visite de travail à Annaba. C'est son adjoint chargé du pôle technique Mohamed Sebaâ qui assure, désormais, l'intérim en attendant de nommer un P-dg.

Quatre ans à la tête de l'entreprise est un cycle normal pour un P-dg. Mais son limogeage ne s'inscrit pas dans un mouvement

qu'opère d'ordinaire le gouvernement à la tête des entités publiques. D'autant qu'il n'a pas été déployé ailleurs, comme c'est d'usage pour les jeunes cadres. Selon certaines sources au fait de ce secteur peu hospitalier pour ses dirigeants, Mehmel a été remercié à cause d'un différend avec la ministre Imane Houda Feraoun qui aurait pour toile de fond ses ambitions ministérielles. «C'était dans l'air depuis un moment déjà. Il s'est senti pousser des ailes à cause de l'envergure qu'a prise Algérie Télécom sous sa direction. Cela dérangeait beaucoup», croit savoir notre source.

En effet, la bande passante aujourd'hui à 500 giga-octets

s'était multipliée par dix durant son mandat, l'entreprise qui jouit d'une bonne santé financière et réalise ses investissements sur ses fonds propres a porté son réseau à 72 000 km, elle a connecté toutes les communes du pays en fibre optique, ce qui a permis de moderniser leurs services, elle s'inscrit, comme le soulignait Azouaou Mehmel à chacune de ses sorties publiques, dans une dynamique qui a pour but d'améliorer continuellement ses services. Algérie Télécom a également ouvert une représentation en Espagne avec pour ambition un déploiement à l'international se basant sur des prises de participations dans des opérateurs étrangers.

Le limogeage de Mehmel intervient, ainsi, dans une conjoncture où l'entreprise est en pleine croissance. Le marché a un potentiel énorme et la stratégie adoptée par l'entreprise semblait jusque-là être la bonne. C'est le deuxième limogeage opéré par Houda Feraoun depuis son installation à la tête du secteur après celui du P-dg de Mobilis, Saâd Dama en décembre de l'année dernière. Mobilis est depuis géré par un intérimaire.

Le communiqué annonçant le limogeage de Dama avait expliqué que la décision visait à insuffler une nouvelle dynamique à l'entreprise dans un environnement extrêmement concurrentiel.

L. H.